

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1111 du 17 mars 2012 | www.libres.org

Hebdomadaire 1,50 €



SOMMAIRE DU N°1111

- EDITORIAL** : Les accords d'Evian pp. 1-2
CONJONCTURE : La pauvreté recule, grâce à la liberté économique pp. 3-4
ACTUALITÉ : Romney sera le candidat Républicain p. 4 - Un an de guerre civile en Syrie p. 5 - L'eau est-elle un bien marchand ? p. 5
CHRONIQUE DES 100 JOURS p. 6
PORTRAIT : Jean Paul Sartre (1905-1980) p. 7
LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Les accords d'Evian

Je vais cette semaine vous dispenser de mes commentaires sur la campagne électorale, car je crois que vous aurez compris que n'importe qui raconte n'importe quoi, et peu importent les convictions des candidats, s'ils en ont : l'essentiel est d'aller chercher les électeurs chez les autres, et pour ce faire de perdre une partie de ses électeurs naturels.

Puisqu'on va « fêter » le 19 mars leur cinquantième anniversaire, je voudrais tout d'abord vous rappeler ce qu'ont été les accords d'Evian. Ce qui a été montré ces jours-ci dans les films, les débats télévisés, la presse écrite, est loin de donner une image fidèle des circonstances dans lesquelles ces accords ont été signés.

Ils n'ont pas été signés parce que l'armée française avait perdu la guerre,

puisqu'elle l'avait gagnée. Ils n'ont pas été signés avec des « interlocuteurs valables », mais avec des terroristes. Ils n'ont pas été signés par des représentants de la population, ni même des troupes du FLN, mais par un gouvernement « provisoire » en exil. Ils n'ont pas été signés au nom de la population algérienne, car elle avait fait le choix de la France aussi longtemps que le gouvernement a laissé croire qu'il avait fait le choix de l'Algérie Française.

Après les accords, les premières dissonances : une semaine plus tard, le 26 mars, des troupes françaises tirent sur la foule des Pieds Noirs assemblée rue d'Isly à Alger. Les Pieds Noirs ont compris : ils fuient. Le 8 avril 1962, les accords d'Evian sont approuvés par référendum soumis aux Français par 90% des votants. >>

BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.
Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....
Adresse
Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Les accords d'Evian (suite)

Le 1er juillet 1962, un autre référendum, destiné cette fois-ci à la population algérienne, propose l'indépendance, acceptée à 99 % des suffrages. Le 5 juillet est le jour officiel de l'indépendance de l'Algérie, c'est le jour du massacre d'Oran, et c'est le début d'une épuration qui coûtera la mort de plus de 100.000 harkis et 10.000 pieds-noirs enlevés par le FLN. Les geôles françaises se remplissent : 10.000 prisonniers politiques sur le territoire de la France à la fin de l'année, quelques fusillés...

Le bilan des accords d'Evian est assez dramatique :

1° L'Etat français a refusé d'assurer les personnes et les biens des Français de toutes origines et de toutes conditions. Un million de personnes ont quitté leur pays, leur maison, leur passé.

2° Dix millions de personnes de souche nord-africaine ont été livrées à un régime totalitaire et corrompu, qui a persuadé la jeunesse que les Algériens avaient vaillamment battu les Français – un sentiment plus tard partagé par les « beurs » de la seconde génération.

3° Avec la ruine économique et les nouveaux modes de vie, la population algérienne a été multipliée par cinq. La situation a poussé un nombre croissant d'Algériens à émigrer vers la France, alors même que l'on avait laissé croire à la population française que l'indépendance marquerait la fin de l'immigration.

4° Les richesses pétrolières et minières ont été perdues pour la France, l'organisation commune des régions sahariennes (OCRS) prévue à Evian n'a jamais été mise en place.

On se fait aujourd'hui un devoir

d'acheter du gaz et du pétrole algériens à un prix fixé par le cartel constitué avec les Russes.

5° Un pays riche en énergie et en matières premières, avec une agriculture très développée, et un trésor touristique inégalé en Afrique, est aujourd'hui parmi les plus pauvres du monde, et fait appel à la Chine pour amorcer un développement impossible, faute de liberté économique.

6° L'indépendance de l'Algérie a effacé le projet d'une Eurafrique fondée sur les complémentarités entre le Nord et le Sud. Par contraste est né un axe Est-Ouest qui a rapproché l'Algérie du bloc communiste de l'Est dans un premier temps, puis du Moyen Orient islamique actuellement.

“ Ruine économique, politique et humaine ”

Et tout cela pourquoi ?

Parce que le Général avait un grand projet pour la France : la mettre à la tête d'un troisième bloc, capable d'équilibrer communisme et capitalisme. Les « non alignés » devaient se rallier à la France. Le discours de Pnom Pehn était explicite sur ces points. Mais De Gaulle ne pouvait réaliser son projet que s'il mettait fin à la guerre « coloniale ».

Voici qui m'amène à la conclusion. Bastiat disait « Il y a trop de grands hommes dans le monde, trop de gens se mettent au-dessus de l'humanité pour la régenter, trop de gens font métier de s'occuper d'elle ».

Les peuples libres n'ont besoin

ni de guides, ni de généraux, ni de savants pour les gouverner. Les « visionnaires » sont en réalité des gens qui ont une courte vue. Une malédiction a frappé le peuple français depuis des siècles : les gens croient à l'Etat, et au chef d'Etat. Le chef est omniscient, omnipotent, il prend en mains toutes les décisions dans tous les domaines.

Aujourd'hui les projets des candidats chefs sont assez flous pour que personne n'y croie ni s'y arrête. En se concentrant ainsi, la vie publique se dégrade, et le fossé se creuse entre la société politique et la société civile, dont on peut se demander ce qu'il en reste après des années, voire des siècles d'étatisme invétéré.

“ Devoir de mémoire ou devoir d'amnésie ? ”

Alors, ces jours-ci, amis lecteurs, vous allez entendre dire tout et son contraire à propos des accords d'Evian, mais dans l'ensemble le « devoir de mémoire » sera remplacé par un devoir d'amnésie. Je me suis fait un devoir de dire ce que j'avais en mémoire, pour l'avoir vécu, et intensément. Mais je l'ai fait pour vous dire aussi de ne pas céder à la nostalgie ni à la résignation. Le progrès de l'humanité s'est fait par une série d'erreurs et d'essais. Les accords d'Evian ont été une erreur. La monarchie française est une erreur. Faisons l'essai de la démocratie, pas celle qui nous autorise à voter quand on nous le demande, mais celle qui permet de protéger la vie, la liberté et la propriété de toute personne humaine.

Jacques Garello

LA PAUVRETE RECULE, GRACE A LA LIBERTE ECONOMIQUE

C'est une excellente nouvelle, qui va à l'encontre des idées reçues, que vient de publier la Banque mondiale : la pauvreté recule dans le monde, y compris l'extrême pauvreté, et cela en dépit de la crise actuelle. L'extrême pauvreté est d'autant plus révoltante qu'on sait parfaitement la combattre ; seul l'aveuglement idéologique a maintenu des peuples dans la misère. Pour l'idéologie socialiste, c'est l'intervention massive de l'Etat qui peut régler le problème, alors que la vérité saute aux yeux des observateurs de bonne foi : c'est la liberté économique, à commencer par celle du commerce, qui fait reculer la pauvreté.

Deux fois moins de personnes dans l'extrême pauvreté

D'abord les faits : la Banque Mondiale (qui ne passe pas pour une officine ultralibérale) vient de rendre publiques les données préliminaires pour l'année 2010. Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (soit avec moins de 1,25 dollar par jour, critère officiel) aurait été divisé par deux depuis 1990. Il s'agissait du premier Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD) défini par l'ONU, ainsi atteint avec 5 ans d'avance sur l'échéance.

Plus généralement, entre 1981 et 2008, donc sur une période plus longue, le nombre d'individus vivant avec moins de 1,25 dollar par jour a diminué de 650 millions. Ces personnes représentent désormais 22% de la population des pays en voie de développement ; c'est toujours trop, mais le recul est spectaculaire. Et cela d'autant plus que le chiffre lui-même de 1,25 dollar n'est qu'indicatif, car il ne quantifie que ce qui est monétaire et mesurable et le niveau de vie réel est heureusement supérieur. Mais en toute hypothèse, ce qui compte, c'est la réduction de moitié en vingt ans.

C'est en Asie orientale et au Pacifique que la réduction est la plus sensible, le nombre de pauvres passant de 77% de la population en 1981 à 14% en 2008 ! C'est en Afrique subsaharienne

que le nombre de pauvres est encore le plus élevé, mais même là, le nombre de pauvres recule et pour la première fois c'est désormais moins de la moitié de la population africaine qui est en dessous de ce seuil d'extrême pauvreté (47% en 2008). Commentaire de Martin Ravallion, directeur du groupe de recherche sur le développement de la Banque mondiale « le monde en développement a fait des progrès considérables dans sa lutte contre la pauvreté extrême ».

Les inégalités entre pays se réduisent

Bien entendu, il y a toujours beaucoup trop de pauvres dans le monde et il faut aller plus loin dans la lutte pour le développement. Mais encore faut-il prendre la mesure précise du phénomène et examiner les causes de ce progrès. Car ceux qui dénoncent le nombre encore trop élevé de malheureux réclament plus de programmes publics d'aide sans avoir sérieusement examiné les raisons du progrès actuel. Et ce n'est pas avec une mauvaise analyse des succès que l'on progressera encore.

Il faut aussi cesser de répéter que les inégalités s'accroissent entre pays riches et pays pauvres. Depuis des années, la croissance économique est nettement plus rapide dans les pays en développement que dans les pays développés ; donc les écarts diminuent. Le journal Le Monde, qui reste encore si prisé

des milieux tiers-mondistes, et même altermondialistes, a consacré un éditorial à la une à cette question et on y lit ceci : « le rééquilibrage de la croissance au profit du monde en développement, qui s'est singulièrement accéléré depuis l'an 2000, a permis cette avancée. Avec des progressions fortes et soutenues de leur produit intérieur brut, la Chine, l'Inde et même l'Afrique subsaharienne, que l'on disait perdue, ont commencé à surmonter leurs handicaps économiques, éducatifs, sanitaires ou démographiques pour apporter un peu de mieux-être à leurs populations les plus démunies ». M. Bové et ses amis vont-ils cesser de lire Le Monde en l'accusant d'ultra-libéralisme ?

Et ce n'est pas fini !

Pire : Le Monde ajoute « cette heureuse évolution promet de se poursuivre, si l'on en croit les augures, puisque les pays en développement devraient continuer de contribuer pour les deux tiers à la croissance planétaire, voire pour les trois-quarts ». Le Figaro confirme à son tour cette analyse tout particulièrement à propos des grands pays émergents, les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du sud) « locomotives de la croissance » ; à eux cinq, ils représentent déjà 18% du PIB mondial, et 37% de la croissance en 2015 ! >>

La pauvreté recule, grâce à la liberté économique (suite)

On ne sera pas surpris que Le Monde mette des bémols à cette analyse, expliquant que « le combat continue », dénonçant les inégalités intérieures à ces pays ou le fait que d'autres objectifs du millénaire ne soient pas atteints. Mais quand il dénonce la situation dramatique des pays en guerre, il ne fait en réalité que souligner l'importance d'un état de droit et d'un cadre institutionnel stable et reconnu par tous dans le développement. Et, miracle, il reconnaît même le rôle de la mondialisation dans le recul de la pauvreté, sans savoir si elle a joué un rôle plus ou moins grand que l'aide au développement.

La liberté économique, vrai moteur de la lutte contre la pauvreté

C'est là que l'analyse économique pourrait éclairer notre confrère, car les résultats sont sans appel : l'aide publique se perd et finit dans des poches privées ou des projets non productifs, alors que la liberté, à commencer par celle du commerce, a

été le vrai facteur du progrès. Une nouvelle fois, nous devons renvoyer aux indices de liberté économique. Définition : « la forme la plus élevée de liberté économique assure un droit absolu à la propriété privée, permet une liberté totale de mouvement pour les salariés, capitaux et biens, et une absence totale de coercition ou de contraintes sur la liberté économique, sauf en cas de protection ou maintien de la liberté elle-même ».

Les pays ayant la meilleure note sont ceux qui se rapprochent le plus de cette définition. Pour cela, la Fondation Heritage et le Wall Street Journal retiennent dix critères, allant de la liberté d'entreprendre à la celle des échanges, en passant par le poids des impôts, les dépenses publiques, la dérèglementation, la libéralisation du travail, la protection de la propriété ou la stabilité monétaire. Les résultats sont sans appel. Plus la liberté économique est grande, plus le PIB par tête est élevé. Plus la libéralisation se développe, plus la croissance

s'accélère. Le Cato Institute montre pour sa part que plus la liberté économique est grande, moins il y a de guerres, rejoignant ainsi le « doux commerce » de Montesquieu. N'en déplaise à tous les protectionnistes, la mondialisation et le commerce international représentent les premiers facteurs qui ont permis l'émergence des pays jusque là les plus pauvres.

Depuis 1995 l'indice de liberté économique a progressé de 2,6 points (sur 10) dans le monde : voilà le vrai facteur du recul de la misère. Oui, la pauvreté est un scandale aujourd'hui, parce qu'on sait comment la combattre. Même des organismes comme la Banque Mondiale doivent le reconnaître. Il n'y a pas de meilleur moteur du développement que la liberté. Ceux qui, par ignorance économique ou aveuglement idéologique, nient cette évidence ont une responsabilité écrasante vis-à-vis de la situation des plus démunis.

Jean Yves NAUDET

Romney sera le candidat républicain

En dépit des dernières victoires de Santorum, et pour le bonheur d'Obama

Pour la plupart des observateurs américains, l'affaire est pliée (« Run is over »). En dépit des deux dernières victoires spectaculaires de Rick Santorum en Alabama et au Mississippi, Mitt Romney a déjà engrangé près de 55 % des suffrages et des délégués. Il dispose de près de 500 délégués, et il en faut 1144 pour être élu. Les très grands états, comme Californie, Texas ou New York, n'ont pas encore voté, mais Rick Santorum ne pourra refaire son retard, il n'a que 250 délégués pour l'instant.

La victoire de Romney montre l'incapacité du parti républicain à se doter d'un candidat crédible. Car l'ancien sénateur du Massachusetts est tout sauf crédible. Jadis pro-choice, il est maintenant pro-life, parce que l'avortement est honni des électeurs républicains. Partisan naguère de la relance, il est devenu partisan de la rigueur budgétaire. Romney est le sous-produit de l'establishment du GOP, de cette élite républicaine qui a cessé depuis longtemps d'avoir des principes pour s'occuper uniquement du pouvoir et du business. Par contraste, la base républicaine est réactionnaire,

ferme dans ses convictions morales et religieuses, et Santorum est mieux placé pour la représenter. C'est dire qu'une grande partie de l'électorat républicain ne reportera pas ses voix sur Romney ; au minimum, il ne se mobilisera pas pour la campagne.

Voilà qui fait l'affaire d'Obama. Sa position n'était pourtant pas confortable au départ : chômage, déficits, retraites, maintenant hausse du prix des carburants : le candidat démocrate aurait eu du mal face à un bon républicain. Mais ce n'est pas le cas...

Un an de guerre civile en Syrie

Deux scénarios : l'écrasement ou l'éclatement

Tout le monde salue l'héroïque vaillance des révolutionnaires syriens. Ils ont acquis la sympathie de l'opinion publique mondiale pour diverses raisons : la disproportion entre leurs moyens et ceux de Bachar El-Hassad, la sauvagerie de la répression qui vise les civils, femmes et enfants, aussi bien que les opposants armés, les convois de réfugiés qui cherchent à regagner la Turquie.

Il est hélas plus facile de résumer une année de lutte et de violence que de poser un diagnostic sur l'avenir du pays. Un cessez-le-feu imposé par l'ONU ou quelque coalition étrangère semble exclu, Bachar El-Hassad ne se livrera pas au Tribunal Pénal International. Russes (c'est sûr) et Chinois (probablement) seront opposés à

quelque intervention étrangère que ce soit. Restent alors deux scénarios. Le plus dramatique serait celui de l'écrasement complet de la rébellion. C'est la carte jouée actuellement par le pouvoir, qui regagne chaque jour du terrain en soumettant ville après ville, en intensifiant bombardements et exécutions sommaires. Bachar El Haad spéculé sur la pusillanimité des Occidentaux. S'il ne réussissait pas – c'est une affaire de semaines – il ne lui resterait qu'une solution : se replier sur un réduit alaouite. Cette hypothèse est retenue par Antoine Basbous dans un article au Figaro de jeudi 15. Il prend argument de la dimension religieuse de la révolte syrienne : il s'agit pour les sunnites (salafistes) de s'opposer à la communauté alaouite (chiite) qui a accompa-

gné la famille El-Hassad au pouvoir. Les Iraniens sont désireux de maintenir le « croissant chiite » qui passe par la Syrie, par le Hezbollah au Liban, et par Téhéran. Les Russes ont intérêt à maintenir une enclave alaouite en Syrie, car ils sont installés sur la base de Tartous. Israël ne voit pas d'un mauvais œil l'éclatement de la Syrie.

Ces remarques sont utiles, car elles ramènent sans doute le conflit à ses vraies origines, et non pas à la seule confrontation entre une démocratie et une dictature, ou entre un pouvoir laïc et l'islamisme. Un seul oubli dans tout cela : le sort des chrétiens syriens, martyrs et silencieux.

L'eau est-elle un bien marchand ?

Le forum mondial de l'eau réuni à Marseille s'est posé la question

Mais la réponse n'a pas été unanime, parce que le forum lui-même est hétérogène (n'est-ce pas sa vocation ?). D'un côté, des experts essayant d'avoir une approche scientifique, mais diverse ; de l'autre, des militants écologistes et anti-capitalistes venus dénoncer les grandes entreprises multinationales.

La réponse, il est vrai, n'est pas évidente. En Europe, certains pays comme la Hollande ont voulu soustraire l'eau à la logique marchande : l'administration planifie le traitement et la distribution d'une eau nationalisée. Par contraste, l'Angleterre a choisi la privatisation totale, tandis que France et Allemagne ont des systèmes mixtes.

La question devient vitale dans les pays pauvres où l'eau est rare. La logique marchande veut que la rareté élève le prix, ce qui réserverait l'usage de l'eau aux seules personnes riches. Mais elle veut aussi qu'une eau gratuite ou à bas prix encourage une surconsommation, de sorte que la pénurie d'eau s'accroît. L'expérience commune montre cependant que les puits publics sont mal entretenus, parce nul n'a intérêt personnel à ce faire.

Au contraire, les marchands d'eau, propriétaires des puits, veillent à ne pas épuiser les nappes et les forages de façon à préserver durablement leur commerce. Le marché régule ainsi la consommation.

Mais faut-il au moins fixer ou contrôler les prix ? C'est à coup sûr fausser le marché et encourager gaspillages ou pénuries.

Reste l'argument écologiste de la dégradation de l'eau par les grands groupes internationaux, qui polluent les eaux sans bourse délier. Dans ce cas, il peut s'agir soit d'un privilège accordé par les pouvoirs publics (moyennant quelque largesse des compagnies), soit d'une absence d'externalité (dommage involontaire causé aux usagers de l'eau polluée). En cas d'externalité, la théorie du coût social de Ronald Coase permet de régler le problème : la propriété de l'eau est divisée entre pollueurs et pollués, ouvrant la possibilité d'un contrat.

Chronique des idées qui annoncent l'avenir. Ces idées seront notées bonnes ♥ ou mauvaises ♠.

European Buy Act ♣♣♣

L'une des propositions qui rapproche singulièrement les candidats. Nicolas Sarkozy en a longuement parlé, mais Laurent Fabius pour le compte de François Hollande approuve, car il se bat depuis des années pour cette mesure. Mélenchon est également d'accord, tout comme François Bayrou avec son « acheter Français ». Il s'agit donc de faire comme les Américains, et précisément comme Obama en septembre dernier : lutter contre le chômage en obligeant les administrations nationales à passer des commandes uniquement pour des produits nationaux. En fait, le Buy American Act avait été lancé par Roosevelt (encore lui) dès 1933, puis il était tombé en désuétude sauf en ce qui concerne les importations de produits stratégiques (l'aviation en fait partie). Dans le American Jobs Act additionné au BAA par Obama, le protectionnisme prend une autre dimension : sauver les emplois nationaux. Evidemment cette mesure est inefficace et néfaste. Inefficace parce que l'emploi n'est pas tué par les importations, et ce sont au contraire les pays les plus ouverts qui ont le moins de chômage. En France, en dix ans, les délocalisations ont fait disparaître 2,4 % des emplois industriels, les autres fermetures d'entreprises ou licenciements économiques ont été dus aux mutations naturelles liées à la croissance. Néfaste

parce que l'on engage ainsi une guerre économique avec les partenaires, et on se prive de tous les bienfaits du libre échange. Les Canadiens sont ulcérés par l'initiative du AJA car ils travaillent beaucoup pour l'administration américaine et vont perdre beaucoup d'emplois. Nicolas Sarkozy souhaite une mesure au niveau européen, il rejoint par là les vœux de la commission de Bruxelles. Mais il se dit prêt à prendre l'offensive pour la seule France si les autres Européens ne sont pas d'accord. Comment les Anglais et surtout les Allemands accepteraient-ils de sacrifier ainsi leurs échanges internationaux ? Moins de charges, c'est moins de croissance et moins d'emplois.

♥♥♥♥ *La lutte contre le chômage passe par la flexibilité du marché du travail, la faiblesse des charges sociales, et des impôts allégés, non progressifs, et non punitifs pour les entreprises et les entrepreneurs. Le libre échange est une chance. Arguer de son manque de compétitivité, ou du dumping social, fiscal ou environnemental, c'est refuser de s'adapter et décliner davantage. L'Europe ne peut devenir une forteresse, mais un espace de libre circulation.*

La révision des accords de Schengen ♣♣♣

Eviter que certains pays soient des « passoires ». L'affaire a été vécue avec le départ en masse des Tunisiens passant par l'Italie. Pour être clair, il faut remettre des policiers et des douaniers à tous les postes frontières de tout l'espace Schengen. Voilà des emplois créés. Cela n'empêchera pas l'immigration illégale, que l'on légalisera tôt ou tard.

♥♥♥♥ *L'immigration n'est pas un fléau quand elle concerne des étrangers qui viennent pour travailler. Elle devrait donc être suspendue à l'achat par l'immigré d'un permis de travailler, les pauvres pouvant emprunter cette somme et se trouvant ainsi dans l'obligation de rembourser (Gary Becker : entrer dans une nation c'est cotiser pour être membre d'un club). Quand l'immigration est provoquée par le seul attrait des avantages sociaux, elle est une spoliation des nationaux, et prend vite un effet multiplicateur*

accidentel de l'immigration. Pour éviter

i-

décharges, c'est moins de croissance et moins d'emplois.

♠♠

our tous les candidats, tout ce qui rentre fait ventre. On cherche des pigeons fiscaux et on croités avoir prises s

Jean Paul Sartre (1905-1980)

Un intellectuel engagé

Il est certain que la popularité de Sartre est davantage liée à son engagement politique qu'à l'originalité de sa philosophie, même s'il a été salué, à tort, comme « le père de l'existentialisme ». Sartre doit d'ailleurs faire souvent le grand écart entre ses positions politiques et sa philosophie.

Ce n'est pas surprenant, compte tenu de la « souplesse » de ses engagements. Sous l'occupation, Sartre est sensé faire de la résistance, mais il multiplie les pièces de théâtre très appréciées des officiers allemands et des officiels pétainistes. On le voit encore se déclarer ennemi de l'URSS, puis ami des communistes jusqu'à vanter la liberté d'expression en Union soviétique, puis enfin accueillir des dissidents russes au nom de la liberté.

Visiblement, pour lui l'important est d'être à la tête du mouvement des idées, d'être la référence, le « maître ». Il est donc de toutes les manifestations, de toutes les pétitions. A-t-il un tel sens du devoir de l'intellectuel (ce qu'il prétend) ou soigne-t-il sa gloire personnelle ?

Saint Germain des Prés

Sa gloire est au plus haut dans les années 1950. Sartre s'est bien sûr illustré par ses positions contre la guerre de Corée, la guerre d'Indochine, puis la guerre d'Algérie, contre la torture, contre le capitalisme, contre les Américains, mais aussi contre le gaullisme. A l'occasion de l'affaire Henri Martin, un ouvrier de l'Arsenal de Toulon communiste faisant de la propagande antimilitariste, poursuivi et condamné,



Sartre se rapproche du Parti. Mais c'est surtout à Saint Germain des Prés qu'il doit sa célébrité. Dans les années 1950, au sortir de la guerre et des restrictions, la mode exige de se libérer, d'écouter du jazz, d'assister à des pièces d'avant-garde.

La mode draine donc vers Sartre tout ce que Paris compte de « libérés » de toutes sortes : l'essentiel, dit le maître, n'est-il pas d'exister ? N'est-il pas le philosophe de la liberté individuelle sans borne ?

Existentialisme et liberté

La philosophie de Sartre s'inspire dans un premier temps de la phénoménologie de Husserl : l'homme est évolution, dans son existence l'homme se transforme. Sartre emprunte aussi à Heidegger (certains disent à Nietzsche) l'idée de l'élan vital qui pousse l'homme à devenir lui-même. Comme Nietzsche, Sartre affirme que Dieu est mort, et par conséquent l'homme ne répond à aucun appel, à aucune détermination métaphysique. L'homme est entièrement libre, il est lui-même, et rien de plus.

Mais cet individualisme anarchiste ne se réalise que dans un contexte où l'homme peut être lui-même. Or l'homme est aliéné dans des régimes comme le capitalisme, il ne peut plus y être réellement libre.

D'autre part, la liberté individuelle a aussi une dimension sur la liberté des autres. « L'enfer c'est les autres » : limitation de ma liberté par la prise en compte du moi social.

Les disciples de Sartre vont donner à sa philosophie une traduction toute simple : je suis libre de faire n'importe quoi à condition que je fasse la révolution contre la société d'aliénation mise en place par le capitalisme. Pour être libre, il faut être révolutionnaire.

La libération par le collectivisme

La révolution ne se fait pas tout seul. Pour retrouver la liberté individuelle il faut repartir d'un collectif. Ce sera le grand message de mai 68. Ce n'est que par le groupe, par le rassemblement des révolutionnaires que l'on peut marcher vers la liberté. Sartre est aux côtés des étudiants de la Sorbonne, de Daniel Cohn-Bendit. « Il est interdit d'interdire » : ce slogan est bien celui de l'anarchiste, mais l'individualisme a disparu, parce que l'homme a le devoir de s'engager (comme il l'a fait lui-même) pour libérer l'humanité : « L'existentialisme est un humanisme ».

Sartre a ainsi multiplié les contradictions, mais ses disciples ont certainement compris ce que Sartre voulait dire : le maître ne pouvait se tromper. Mais il aimait bien tromper les autres.



Jean Philippe Delsol
Nicolas Lecaussin

A quoi servent les riches ?

Vous êtes peut-être lassés d'entendre les candidats de tous bords mettre en accusation les riches. Seul Nicolas Sarkozy a essayé de défendre sincèrement son ami Bolloré.

Vous allez donc apprécier le livre écrit par deux des piliers de l'IREF (Institut de Recherches Economiques et Fiscales) au demeurant tous deux administrateurs de l'ALEPS.

Ce livre a d'ailleurs déjà inspiré quelques journalistes. L'éditorial de samedi dernier du Figaro-Magazine le cite et en reprend les principaux enseignements. L'Express le met sur sa couverture de cette semaine. La Nouvelle Lettre avait annoncé sa parution, mais se doit maintenant de vous conseiller de le lire et faire lire.

Ce livre est iconoclaste et décapant. A quoi servent les riches ? Essentiellement à chasser la pauvreté et permettre l'ascension sociale des plus défavorisés.

La haine du riche s'abreuve à deux sources : l'ignorance économique qui suggère que l'on ne peut s'enrichir qu'au détriment d'un autre, le jeu économique serait à somme nulle, et la bonne vieille jalousie française déjà dénoncée par Tocqueville ; qui prend la forme de jalousie, d'égalitarisme, et qui crie à « l'injustice » comme Monsieur Hollande.

En fait, les riches sont créateurs d'entreprises, de croissance et d'emplois. Les 10 plus riches de France pèsent 700.000 emplois. Ce sont des gens qui ont dû leur succès à leurs innovations, ils ont transformé la vie du peuple entier, mettant à la disposition de tous les produits naguère réservés à des privilégiés. Les riches investissent et préparent l'avenir, ils peuvent découvrir de nouveaux chemins, ils peuvent assumer les coûts de la nouveauté. Hayek faisait remarquer que ce n'est pas le chameau en queue de la caravane qui trouve le passage dans le désert, mais celui qui va de l'avant en éclaireur.

La plupart des riches ont été et sont des philanthropes et des mécènes. Ils créent des fondations qui permettent de soigner des enfants (Bill Gates mène une campagne mondiale contre la rougeole), de sauver des monuments historiques (les palais de Venise sauvés des eaux), de développer la recherche scientifique et les universités, d'organiser des musées et des expositions. Il est vrai qu'en France la philanthropie est un monopole d'Etat : pas besoin de l'argent des riches et l'Etat le confisque sans égard pour le droit de propriété.

Certes il y a des riches méprisables, ce sont en général ceux qui hantent les cercles du pouvoir dont ils reçoivent prébendes, privilèges. La corruption augmente avec la taille et la puissance de l'Etat et l'absence d'état de droit. Riche Kadhafi, riche.

Alors, que cesse l'agression verbale et fiscale contre les riches, qui flatte ce qui est de plus mesquin et odieux dans le cœur des hommes : l'envie, la jalousie, qui dresse les uns contre les autres, prêchant la lutte des classes au lieu de l'harmonie sociale. C'est le vibrant appel de nos auteurs.

Delsol J.P. et Lecaussin N., *A quoi servent les riches*, Lattès, 2012.

n ° 1111

Vous aurez remarqué ce palindrome. La Nouvelle Lettre gagne chaque semaine en âge et en sagesse, jusqu'à atteindre des sommes significatives.

Voici trois dessins récents de Sabine Nourrit qui expriment notre philosophie et notre engagement.

Continuité et fidélité



Lutte contre l'ignorance économique



Vérité sur les dérives de la politique

